

Revue de presse

Press review

23 janvier 2012



Panorama de presse à **usage interne** réalisé
par la Direction de la communication

Ce panorama de presse est diffusé électroniquement par la Direction de la Communication Veolia Environnement avec l'autorisation du Centre Français du Droit de Copie. Le contrat autorise l'impression en un exemplaire à partir de chaque poste recevant le panorama de presse. Il est interdit de diffuser ou redistribuer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie du panorama.

SOMMAIRE

- La dématérialisation, outil de performance financière Option Finance 23/01
- Toulouse : la formation a de l'avenir La Dépêche du Midi 21/01
- Senlis : le prix de l'eau en baisse à partir du 1^{er} février Le Parisien 21/01
- Mandelieu : la municipalité et Veolia partenaires pour 20 ans Nice Matin 21/01
- China buys into UK water firm International Herald Tribune 21/01
- L'humanité va-t-elle manquer d'eau ? Le Figaro 21/01
- Les diarrhées transmises par l'eau tuent
1,5 million d'enfants chaque année Le Figaro 21/01
- Limiter les déchets électriques Le Soir 21/01
- La ligne Lyon-Turin devient stratégique La Stampa 20/01

GESTION FINANCIÈRE

La dématérialisation, outil de

Plus que jamais focalisées sur la rationalisation des coûts, de nombreuses entreprises vont, cette année, se lancer dans des chantiers de dématérialisation ou renforcer les projets en cours. Une manne pour les acteurs de la place qui tendent à proposer des solutions de plus en plus globales, couvrant l'ensemble de la chaîne de la dématérialisation.



Le marché de la dématérialisation, qui devrait connaître une croissance soutenue malgré la crise (+14 % de croissance moyenne annuelle sur la période 2011-2013) tend à se structurer afin de proposer notamment aux entreprises des solutions plus globales incluant une forte dimension services (accessibilité permanente de dématérialisation, signature électronique, archivage...).

Selon une étude réalisée par Markess International en décembre dernier, trois décideurs en entreprise interrogés sur quatre révèlent que l'une des motivations à leurs projets de dématérialisation repose sur la situation économique actuellement tendue et la nécessité de trouver de nouvelles sources d'économies. Il s'agit non seulement de réduire les coûts associés au traitement de certains processus, mais également de moderniser ou de repenser des processus gérés jusqu'alors manuellement ou encore d'accélérer et de fiabiliser les flux qui y sont associés. Pour 2012 l'investissement dans des technologies de facturation électronique en vue d'augmenter la productivité se classe d'ailleurs en tête des projets des entreprises : 52 % des entreprises se disent aujourd'hui plus enclines à s'y atteler qu'il y a douze mois (rapport octobre 2011 Cost of Control-Fuzzy Finance).

La rationalisation des coûts, principal objectif de la dématérialisation

«La performance de la fonction financière se mesure par sa productivité, sa capacité à gérer un certain volume de factures en peu de temps et à réduire les coûts de ses processus», explique Christophe Radepont, associé Finance Transformation & Outsourcing au sein de Grant Thornton. Le marché de la dématérialisation sera donc encore très largement porté, dans les mois à venir, par une forte volonté de rationaliser les coûts. A cet effet, il faut néanmoins que les technologies retenues pour dématérialiser soient fiables. Elles doivent notamment être opérationnelles 24h/24 et 7 jours/7. En cas d'incidents, il convient que les entreprises s'assurent de l'engagement de leur fournisseur à intervenir très rapidement de manière à ne pas créer de rupture dans la chaîne de facturation. «Il faut également que les entreprises qui adoptent cette démarche abandonnent complètement le papier et passent à l'archivage électronique», précise Jacques Leret, directeur général d'Opus Conseils. D'ailleurs, de plus en plus, les prestataires de la dématérialisation tendent à offrir des solutions globales de dématérialisation, depuis la numérisation des documents, jusqu'à leur archivage légal. «Au travers de ces projets, les services financiers pourront optimiser leurs

la performance financière

processus, poursuit Christophe Radepont. Par exemple, en dématérialisant, voire en externalisant une partie des processus de comptabilité fournisseurs, elles accélèrent le traitement de leur facturation et donc le recouvrement de leurs créances. Cette démarche de dématérialisation contribue également à structurer l'organisation du service financier et, donc, à améliorer la productivité.»

Des échanges avec les partenaires commerciaux favorisés

L'avènement du travail collaboratif en entreprise contribue également à l'essor de la dématérialisation des documents. Pour optimiser leur gestion de la relation clients, prendre des engagements de traitement de demandes entrantes ou encore fidéliser leurs clients, les dossiers clients doivent désormais être accessibles à tous.



Christophe Radepont, associé
Finance Transformation &
Outsourcing, Grant Thornton

Or, au-delà de la rationalisation des coûts, la dématérialisation permet ce partage. «Les collaborateurs ont une vision consolidée des informations clients, souligne Jacques Leret. Les entreprises renforcent leur efficacité tout en améliorant leur relation clients». La dématérialisation des documents devient ainsi un atout technologique précieux dans le cadre des stratégies de fidélisation des entreprises, aujourd'hui indispensables à leur développement voire, au regard de la conjoncture actuelle, à leur pérennité.

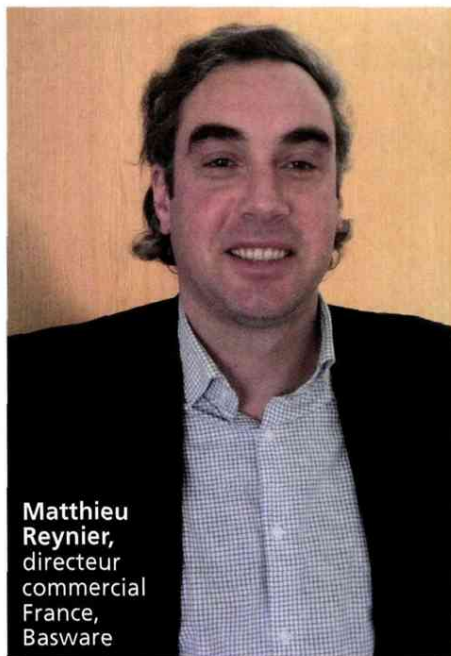
«En dématérialisant leurs factures, les entreprises valorisent leur capacité d'optimisation de leurs processus financiers.»

GESTION FINANCIÈRE

« Cette démarche implique néanmoins que nous accompagnions les entreprises dans la conduite du changement, à savoir dans l'acceptation et la mise en œuvre de nouveaux processus de gestion, souligne Jacques Leret. D'ailleurs, la conduite du changement est actuellement l'une des prestations que nous proposons et à laquelle les entreprises sont particulièrement vigilantes. »

Une traçabilité accrue sur les flux financiers

La dématérialisation des processus permet également de s'affranchir des contraintes techniques liées aux systèmes d'information de gestion (ERP), l'une des problématiques actuelles des directions financières. 71 % des directeurs financiers interrogés dans le rapport 2011 Cost of Control-Fuzzy Finance pensent ainsi qu'une plus grande dépendance des systèmes d'information financiers entre eux pourrait entraîner des difficultés en matière de visibilité des flux de trésorerie. À l'inverse, 68 % d'entre eux estiment qu'une plus grande automatisation des paiements et des systèmes de facturation électronique amélioreraient la visibilité des flux de trésorerie et leur organisation. « Par exemple, les opérations de croissance externe réalisées par les entreprises ne sont pas sans conséquences sur l'homogénéité de leur système d'information, explique Matthieu Reynier, directeur commercial France de Basware. Pour garder malgré tout une bonne visi-



Matthieu Reynier,
directeur
commercial
France,
Basware

« La dématérialisation améliore la visibilité des entreprises sur leurs flux financiers. »

de mieux suivre les documents émis. Avec la dématérialisation, les services financiers disposent donc d'informations comptables mises à jour en temps réel et peuvent ainsi rendre compte correctement de la situation financière de l'entreprise et ce, avec davantage de réactivité. ■

lité sur leur chaîne de facturation, il leur faut donc mettre en œuvre des processus de facturation transverses à toutes leurs entités et qui soient indépendants de leur système d'information et/ou de leur ERP. » Au travers des solutions de dématérialisation des factures telles que celles proposées notamment par Basware, Esker, Readsoft et Athic ou encore celles des opérateurs plus globaux comme Accelya, ou Cegedim, les fournisseurs apportent aux entreprises une visibilité sur l'ensemble de leur chaîne de facturation, sans pour autant leur imposer de changer leur système d'information. « Lorsqu'elles changent d'ERP, elles ne sont pas tenues de toucher à la solution Basware, ajoute Matthieu Reynier. Il leur suffit juste de connecter cette dernière à leur nouveau système d'information de gestion (ERP). » La plupart des acteurs de la dématérialisation se sont à cet effet attachés à développer des interfaces avec les principaux ERP de la place. Par ailleurs, les fonctionnalités de suivi et de reporting généralement proposées par ces solutions de dématérialisation permettent également de fiabiliser davantage les processus de traitement des documents concernés et

Anne del Pozo

Veolia Environnement optimise la gestion de ses factures fournisseurs

Dans le cadre de ses différentes activités (Eau, Propreté, Énergie, Transport, Siège), Veolia Environnement passe un grand nombre de commandes.

Ces différents achats génèrent un volume d'environ 3,8 millions de factures par an pour la France, traitées au sein d'un centre de services partagés (CSP). Après avoir lancé plusieurs initiatives de dématérialisation de factures fournisseurs, Veolia Environnement a souhaité mettre en place une optimisation complète de ses processus de gestion des factures fournisseurs.

Une démarche qui a pour objectif d'améliorer le fonctionnement de son CSP comptable, de simplifier la gestion des factures émises sans bon de commandes, de réduire progressivement les coûts de numérisation

et de gérer l'archivage fiscal des factures. « La dématérialisation fiscale de nos factures s'inscrit dans notre démarche d'optimisation des processus pour laquelle nous avons préféré faire appel à un spécialiste, explique Michel Vincent, directeur des opérations CSP de Veolia Environnement. Nous avons retenu Cegedim au regard de leur expertise, de leurs références et de leur capacité à répondre à nos contraintes. Grâce à la plate-forme GIS (Global Information Services) de Cegedim qui intègre le Service Deskom de dématérialisation des factures, nous pourrions nous appuyer sur une solution complète et unique de dématérialisation de nos factures fournisseurs et ce, pour l'ensemble de nos entités. » À cet effet, Cegedim a notamment procédé à une

connexion de Veolia Environnement avec l'ensemble des fournisseurs déjà connectés au réseau Deskom.

Cegedim a également mis en place des services de dématérialisation fiscale pour les fournisseurs de Veolia Environnement qui n'étaient pas encore connectés au réseau Deskom.

À termes, Veolia Environnement va procéder aux enrichissements automatiques des données de factures et livrer les données et les images des factures vers les ERP des différentes entités du Groupe Veolia Environnement (Oracle et SAP). Enfin, elle bénéficiera d'un reporting quotidien complet sur les traitements effectués qui lui permettront notamment d'améliorer le suivi de sa chaîne de facturation et donc, de sa trésorerie. ■



Toulouse

La formation a de l'avenir

La formation a de l'avenir. À l'ouverture des portes, hier matin, au Parc des expositions de Toulouse, les visiteurs se sont littéralement engouffrés dans le 8e Salon Form'Avenir qui réunit depuis hier et aujourd'hui encore 140 exposants. 10 000 personnes sont attendues chaque jour. Faut-il y voir les effets de la crise et de l'emploi précaire ? En tout cas « c'est une année record en terme de fréquentation », confie Michaël Gabay, organisateur du salon. Trois types de publics fréquentent la manifestation : 40 % de demandeurs d'emploi à la recherche d'une formation qui débouchera sur un CDI, 40 % de salariés qui veulent se réorienter et 20 % de collégiens soucieux de trouver très tôt une orientation et surtout la bonne information.

« Les formations sont tellement différentes, il y a tellement de nouveaux métiers, certains en constante évolution, que les parents ont de plus en plus de mal à trouver la bonne info », a concédé Martin Malvy, lors de la visite de la délégation du conseil régional Midi-Pyrénées (partenaire du salon avec quatre stands). Le président de la Région était, entre autres,

accompagné de Monique Iborra, vice-président de la Région chargée de l'apprentissage et de la formation professionnelle. Le conseil régional consacrera en 2012 une enveloppe de 235 millions d'euros en faveur de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Structuré en treize « pôles », Form'Avenir a été victime de son succès. En à peine une heure d'ouverture, on faisait déjà la queue sur les différents « espaces information ». Chez Véolia, spécialisé dans les domaines de l'eau, la propreté, l'énergie, le transport, « on remarque beaucoup de seniors, cette année, plus que d'habitude, explique Marie Alcine Montaut (ressources humaines). « Les gens cherchent un travail à la clé de leur formation, ils sont motivés et n'ont rien à perdre. »

Ce qui plaît beaucoup au salon, ce sont les ateliers, notamment ceux qui ont trait à la formation et aux aides pour la création et la reprise d'entreprise. « Pour ces ateliers, les gens devaient s'inscrire sur internet mais la demande a explosé cette année : on a 2 500 places pour la

totalité des ateliers pendant deux jours et on a eu 3 500 inscrits », indique Michaël Gabay. L'organisateur assure que « les personnes qui viennent ici pour dénicher une formation viennent surtout pour trouver le moyen de la financer ». On vient même de toute la région. Une femme de 29 ans, mariée et mère de deux enfants, est spécialement venue de Saint-Gaudens pour « se réorienter ». Avec un master 2 management et innovation, elle espère trouver un équivalent dans le secteur du bâtiment. « C'est assez fastidieux de trouver la bonne information avant la bonne formation, avoue-t-elle. Je suis allée à l'Afpa, à Pôle emploi, mais il ne faut pas rater le coche parce qu'on perd encore un an... »

Gérald Camier



SENLIS

Le prix de l'eau en baisse à partir du 1^{er} février

Bonne nouvelle pour les Senlisiens. A partir du 1^{er} février, le prix de l'eau va baisser. La raison de cette baisse ? Avec le renouvellement des délégations de service public de l'eau et de l'assainissement, les élus senlisiens ont profité de la concurrence acharnée que se livrent les potentiels délégataires pour obtenir des baisses de tarifs très substantielles.

« La société Veolia, qui a finalement été la moins-disante, a consenti des baisses très fortes de tarifs, jusqu'à - 58 % pour le prix de l'eau que percevra le délégataire sur les 30 premiers mètres cubes consommés, détaille le conseiller Christian de Fombelle, l'un des négociateurs de la ville avec son collègue Henri Dutray et l'adjoint Hervé Coudière. Nous avons décidé de répercuter intégralement cette baisse pour les Senlisiens, en appliquant le même tarif progressif à vocation sociale sur la redevance d'assainissement. »

Un système de tarif progressif

Concrètement, pour une consommation de 30 m³ d'eau, correspondant aux personnes seules ou parent isolé avec un enfant, le prix sera désormais de 56,96 € TTC au lieu de 134,75 € précédemment, soit moins de 2 € le mètre cube. Au-delà, la baisse sera moins sensible, mais tout de même non négligeable. Ainsi, sur la tranche

de consommation comprise entre 31 et 120 m³, qui correspond à la plus fréquente pour les foyers, la réduction sera de 24 %, le coût de 120 m³

passant de 475,19 € à 360,29 €. Enfin, au-delà des 120 m³, la baisse appliquée sera de 22 %, une consommation de 140 m³ sera par exemple facturée 430,61 € au lieu de 550,85 € auparavant.

A ces prix s'ajoutent le prix de l'abonnement, de l'ordre de 10 € par an pour l'eau et autant pour le réseau d'assainissement. Quant à la ville, elle se constituera une réserve spécifique afin de financer le coûteux remplacement du réseau de canalisations en plomb, chaque raccord coûtant 1 300 € et il en reste 1 100 à remplacer sur Senlis. Ce système de tarif progressif présente

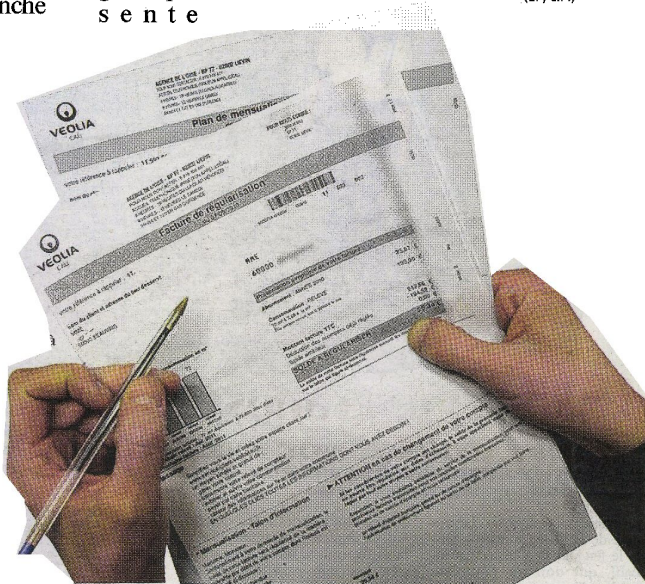
quelques failles, comme par exemple le fait qu'une famille nombreuse aura une consommation

d'eau qui ne lui permettra pas de prétendre à la plus forte baisse de 58 %. « Mais Veolia va aussi donner de l'argent au centre communal d'action sociale (CCAS), dans le cadre d'un fonds de solidarité, un dispositif réglementaire qui permettra d'aider les familles en difficulté à payer leur facture d'eau », rétorque Hervé Coudière. Le système de tarif progressif aura peut-être une autre vertu, celle d'inciter les Senlisiens à limiter leur consommation d'eau.

HERVÉ SÉNAMAUD

Les élus senlisiens ont fait jouer la concurrence pour le renouvellement des délégations de service public de l'eau. La société Veolia a consenti des baisses jusqu'à - 58 % pour le prix de l'eau sur les 30 premiers mètres cubes consommés.

(LP/C.F.)





Eau potable : la municipalité et Véolia partenaires pour 20 ans

La ville et Véolia ont signé, salle des mariages, un contrat de délégation du service public de 20 ans concernant l'eau potable. Les signataires étaient Henri Leroy, maire, et Jean-Pierre Buchoud, président régional de Veolia eau. Rappelons que sur la commune, 3 millions de m³ d'eau potable sont distribués chaque année et que l'usine des Termes produits 1500 m³ par heure.

Une eau moins chère

La maire a précisé qu'il y a eu trois offres pour ce marché (Véolia, Lyonnaise des eaux, Saur) et qu'il a choisi Veolia car « sa proposition correspondait aux cahiers des charges . Nous sommes un peu un village gaulois car Véolia n'a que Mandelieu dans tout l'ouest du département. Nous avons donc obtenu de bonnes prestations. »

Le délégataire s'est engagé à réaliser 4,4 millions d'euros d'investissements notamment pour

l'amélioration du réseau et la décarbonatation. Pour ce dernier la société construira un nouveau bâtiment sur son site qui sera opérationnel fin 2013. Une baisse de 6,3 % du prix au m³ est également annoncée. Pour un abonnement de 120 m³, il passera de 2,58 à 2,42 euros.

Haute technologie

« Je voulais que les administrés aient d'excellentes prestations sans payer plus cher. Nous avons une eau parmi les moins chères du département. Et ce prix accordé est en partie dû à la durée de la concession qui est de 20 ans » , a ajouté le maire.

Les canalisations seront surveillées de près par informatique, grâce à une douzaine de capteurs permettant de détecter fuites et vétusté. Un autre système de haute technologie permettra aux usagers de surveiller leur consommation en temps réel grâce à la télé-relève par internet ; ceux qui ne sont pas connectés

pourront joindre un serveur vocal.

Le président régional de Véolia, Jean-Pierre Buchoud, a affirmé la volonté de l'entreprise d'accompagner la ville dans sa démarche de développement durable. Elle s'est engagée à investir dans des véhicules électriques et à créer une station solaire de recharge sur le site des Termes. Tous les usagers de la commune recevront une lettre explicative de ce nouveau contrat de délégation de service public. L.L.

Le maire, Henri Leroy, et Jean-Pierre Buchoud, président régional de Véolia eau, ont signé le contrat de délégation du service public d'eau potable. (Photo L.L.)



China buys into U.K. water firm

LONDON

BY MARK SCOTT

The China Investment Corp., the country's sovereign wealth fund, said Friday that it had acquired an 8.68 percent stake in Thames Water, Britain's largest water and sewage company.

It is the first investment in Britain by the sovereign fund, which was created in 2007 and had \$410 billion of assets under management as of 2010, the latest figures available. The fund was established to invest some of China's foreign currency reserves, which total more than \$3 trillion.

The value of the deal was not disclosed, but it was welcomed by George Osborne, the British chancellor of the Exchequer.

"It is a vote of confidence in Britain as a place to invest and do business," he said, adding it was "good news for both the British and Chinese economies."

The announcement follows a recent trip by Mr. Osborne to China to increase trade between the two countries. On Friday, British officials announced the creation of a working group with the Industrial and Commercial Bank of China, one of the world's largest banks, to promote Chinese investment in British infrastructure projects.

Earlier this past week, Mr. Osborne said he wanted to turn London into a major foreign exchange trading center for the renminbi so as to benefit from faster growth in Asia, while strengthening the city's position as a financial center.

Last year, Lou Jiwei, the chairman of the China Investment Corp., said the sovereign wealth fund was looking to invest in the infrastructure of developed countries, including Britain.

Thames Water, which oversees the water network in southern England, has attracted attention from sovereign wealth funds before. In December, the Abu Dhabi Investment Authority said it had acquired a 9.9 percent stake.

The British water utility is owned by a consortium of firms led by the Australian bank Macquarie. The group bought Thames Water, which has about 14 million customers, from RWE of Germany in 2006 for £8 billion, or \$12.4 billion at current exchange rates.



L'humanité va-t-elle manquer d'eau ?



Mustapha Besbes

HYDROLOGUE, MEMBRE ASSOCIÉ ÉTRANGER DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES*

Tous les mois dans Le Figaro, des membres de l'Académie des sciences répondent aux grandes questions de l'actualité scientifique.

Les précipitations continentales (pluie, neige) sont le patrimoine d'eau douce de l'humanité. Mais ce capital, évalué à 110 000 milliards de mètres cubes par an (Mds m³/an), est inégalement réparti. Les régions arides, qui en reçoivent peu, sont soumises à un stress hydrique permanent. On parle alors de pénurie physique. Mais le manque d'eau a aussi une origine économique. C'est le cas dans de nombreuses régions, pourtant bien arrosées, où l'insuffisance des infrastructures hydrauliques engendre la pénurie. Résultat : en 2012, un Terrien sur sept n'a pas accès à une eau potable de qualité.

À l'échelle globale, 64 % des précipitations sont reprises par évapotranspiration** : 57 % dans les forêts, prairies, zones humides et seulement 7 % sur les terres cultivées. Les 36 % restants alimentent les écoulements : rivières et nappes souterraines dans lesquelles l'irrigation, pratiquée sur 300 millions d'hectares (Mha), représente la majeure partie des prélèvements (70 % soit 2 800 Mds m³/an). Les villes, les industries et l'hydroélectricité utilisent le reste (1 200 Mds m³). Plus de 60 % de ces écoulements sont partagés par 150 pays sur plus de 500 fleuves et aquifères transfrontaliers. La communauté internationale n'a pu encore s'entendre sur les principes universels d'utilisation de ces ressources et de prévention des conflits : la convention adoptée à cet effet par les Nations unies en 1997 n'est toujours pas en vigueur.

Les quantités d'eau consommées par l'agriculture pluviale (non irriguée) et

irriguée pour la production des besoins alimentaires de l'humanité représentent 95 % de notre demande en eau totale, le reste est utilisé par l'eau potable et les industries. De nombreux pays ne produisent pas toute leur alimentation et en importent une part, pour certains très importante, sous forme d'eau virtuelle (quantité d'eau mobilisée pour produire les aliments). Les flux atteints par cette eau virtuelle (1 600 Mds m³/an) traduisent la mondialisation des ressources en eau. Les pays fortement dépendants n'en éprouvent pas de stress particulier s'ils ont un pouvoir économique suffisant. En revanche, et pour réduire leur facture alimentaire, les moins riches doivent nécessairement optimiser ces flux en développant des capacités locales de production et de stockage de produits alimentaires jugés stratégiques.

Des réformes radicales

Du fait de la croissance démographique, la demande alimentaire mondiale pourrait doubler d'ici à 2050 (*Le Figaro* du 17 au 18 décembre 2011). Or les ressources en eau sont déjà fortement entamées par l'irrigation avec de forts impacts sur l'environnement : surexploitation des eaux souterraines (20 millions de puits en Inde !), salinisation des sols (20 Mha affectés), artificialisation des rivières et fragilisation des zones humides, dégradation de la qualité de l'eau. Pour ne rien arranger, le réchauffement climatique devrait exacerber la situation.

Comment, dans ces conditions, continuer à subvenir aux besoins croissants de l'irrigation qui permet de produire 40 % de l'alimentation mondiale sur seulement 20 % des terres cultivables ? Les prélèvements d'eau et les superficies irriguées devraient en conséquence croître fortement, en particulier dans les pays qui souffrent déjà de stress hydrique. Sans changement majeur, ce sera difficile. Des réformes radicales vont devoir être mises en œuvre : irrigation localisée, plantes économes en eau, tarification juste, adhésion des agriculteurs. L'objectif est de produire plus avec moins d'eau, tout en préservant les écosystèmes.

De son côté, l'agriculture pluviale s'étend sur 1 300 Mha. Elle représente à l'échelle mondiale 80 % des surfaces cultivées (90 % à 95 % au Maghreb et en Afrique subsaharienne) et produit 60 % des aliments de la planète. Dans certaines régions d'Europe et d'Amérique du Nord, il est possible de développer des cultures pluviales à haut rendement. Mais dans de nombreux pays

arides, les rendements agricoles subissent des variations dramatiques dues aux aléas climatiques. Dans ces situations, il faut renforcer les capacités traditionnelles d'adaptation à la sécheresse : cultures en terrasses, banquettes anti-érosives, zones d'épandage de crues pour l'irrigation et la recharge des nappes, variétés résistantes à la sécheresse (*voir article ci-dessous*).

L'industrie est le secteur d'activité dont la demande en eau est appelée à s'accroître le plus en raison de l'équipement des pays émergents. Pour satisfaire tous ces nouveaux besoins, il faudra développer des ressources alternatives. Actuellement, le recyclage concerne 7 Mds m³/an, soit 4 % des eaux usées urbaines collectées et traitées, offrant une perspective intéressante, notamment en agriculture. Le dessalement des eaux saumâtres et de l'eau de mer produit 8 Mds m³/an, ce qui représente 0,2 % de l'eau douce consommée dans le monde. Les coûts de production devenant compétitifs, cette ressource pourrait doubler d'ici à 2020, même si son coût énergétique et son impact écologique (rejets de saumures) demeurent élevés.

L'eau potable pour tous

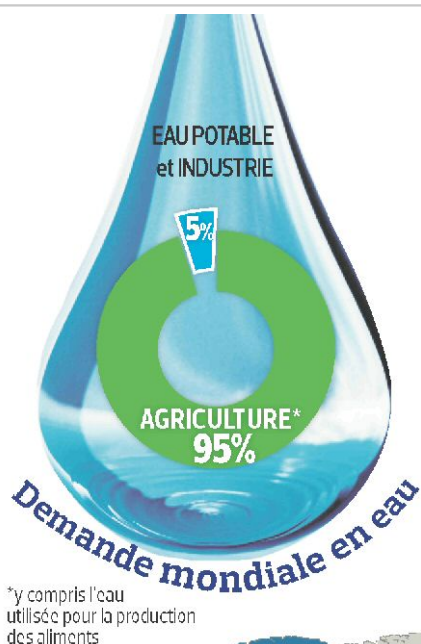
Autre sujet crucial : l'alimentation des villes en eau potable a toujours été une priorité absolue. Si le monde était à 70 % rural en 1950, il sera à 70 % urbain en 2050. L'explosion démographique urbaine qui s'annonce dans les pays en développement fait craindre de nouvelles pénuries : les villes y compteront plus de 5 milliards d'habitants en 2050. Il faudra donc chercher l'eau toujours plus loin et recourir davantage au dessalement, quitte à augmenter la facture de l'eau pour des collectivités parfois dépourvues des moyens nécessaires. Le devoir de coopération internationale est ici primordial, faute de quoi la gênante résolution 64/292 des Nations unies de juillet 2010 reconnaissant le droit à l'eau potable pour tous resterait lettre morte. ■

*À écouter sur Canal Académie www.academie-sciences.fr dans l'émission « Quelle gestion de l'eau en Tunisie, au Sénégal et au Burkina Faso ? »

avec Doudou Ba et Vincent Dabiglou.

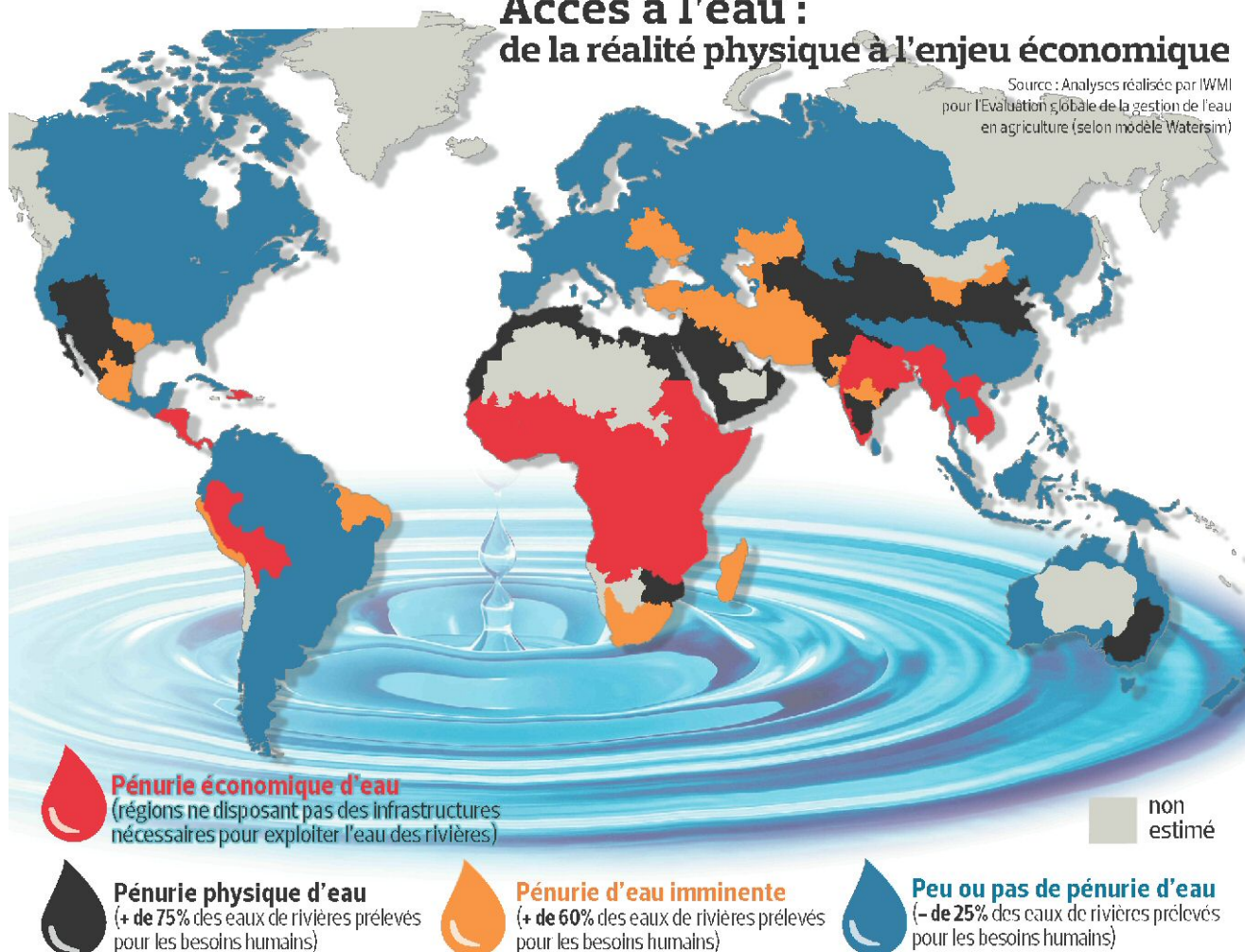
**Transfert du sol vers l'atmosphère par évaporation et transpiration des plantes.





Accès à l'eau : de la réalité physique à l'enjeu économique

Source : Analyses réalisées par IWMI pour l'évaluation globale de la gestion de l'eau en agriculture (selon modèle Watersim)





Les diarrhées transmises par l'eau tuent 1,5 million d'enfants chaque année



André Capron

BIOLOGISTE, MEMBRE
DE L'ACADÉMIE
DES SCIENCES

L'eau, l'assainissement et l'hygiène sont les fondements oubliés de la santé. Alors que près de 80 % de la population mondiale a désormais accès à l'eau, 40 % de cette population (soit 2,6 milliards d'individus) est dépourvue de structures sanitaires de base. La défécation en plein air est encore pratiquée par 20 % des êtres humains et 300 millions de tonnes d'ex-

créments polluent chaque année rivières, mers et lacs.

Cet état dramatique a un impact important sur la santé humaine : plus de 20 maladies sont transmissibles par l'eau, au premier rang desquelles les diarrhées qui sont l'une des principales causes de la mortalité infantile avant 5 ans (1,5 million de morts par an, soit 5 000 par jour !), les hépatites A et E, les salmonelloses, sans oublier le choléra dont les épidémies ressurgissent régulièrement.

Cette situation n'est pas le seul apauvrissement des pays en développement. En Europe (notamment l'Est et le Sud), 120 millions de personnes n'ont pas accès à des équipements sanitaires de base. Dans la seule région méditerranéenne, 47 millions d'individus sont dépourvus de structures d'hygiène dont 25 % des foyers ruraux. Résultat : les diarrhées et les maladies transmises par l'eau y sont responsables de 12 % de la mortalité infantile, soit 14 000 décès annuels.

Outre les impacts directs sur la santé auxquels s'ajoutent les risques liés aux polluants organiques et aux micropolluants, les impacts socio-économiques ou sur l'éducation (absentéisme scolaire, en particulier chez les filles) font que les stratégies d'assainissement sont l'une des toutes premières priorités du développement (priorité 7 des objectifs du millénaire). Elles dépendent aussi bien d'une volonté politique ferme que de budgets appropriés et parfaitement supportables. Elles reposent enfin sur une triade indissociable : qualité des ressources en eau, équipements sanitaires (notamment en milieu rural et en milieu scolaire), éducation continue à l'hygiène*.

* Une récente conférence internationale, organisée par le Groupe interacadémique pour le développement (GID) de l'Académie des sciences à Rabat : Parménides 4 «Eau et assainissement» : enjeux et risques sanitaires en Méditerranée a permis l'élaboration des recommandations essentielles (gid.org).



Environnement / L'Europe renforce sa législation

Limiter les déchets électriques

Le feu vert définitif a été donné ce jeudi avec un accord longuement négocié entre le Parlement européen et les Etats membres de l'Union. La très attendue directive sur les déchets électriques et électroniques (DEEE) impose une amélioration drastique des systèmes de collecte et de recyclage des pays européens afin de réduire la montagne grandissante de déchets très largement toxiques. On estime que chaque Européen produit annuellement entre 17 et 20 kg de DEEE (machines à laver, téléphones portables, grille-pain, télévision, frigos...). Une partie est « évacuée » dans les déchets ménagers – et se retrouve en incinérateur ou en décharge. Une autre partie part dans des pays en développement où ils sont dépiautés et traités dans des conditions très suspectes. Quand ils n'y sont pas tout simplement inci-

nérés en émettant des fumées toxiques... On estime ainsi qu'environ 500 conteneurs de déchets en provenance de l'Europe débarquent chaque mois dans le port de Lagos. Le Nigeria abriterait aujourd'hui des millions de tonnes de matériels électriques obsolètes provenant de chez nous, exportés non pas sous le label « déchets » mais sous celui de matériel de seconde main.

Si certains pays, comme la Belgique avec l'ASBL Recupel sont en avance sur les exigences européennes actuelles, ce n'est pas le cas de tout le monde. Et même chez nous, des améliorations seront indispensables. La directive adoptée par les institutions européennes prévoit qu'en 2016, chaque Etat devra collecter et traiter 45 % du poids de ces produits (l'objectif actuel est de 4 kilos par personne et par an) ; ce pourcentage passera à

65 % en 2019. Dix Etats doivent encore améliorer leurs installations de collecte et de recyclage. Ils disposeront d'un sursis jusqu'en 2021. Le texte prévoit aussi que le consommateur pourra retourner les petits articles électriques et électroniques (comme leur GSM) dans les magasins disposant d'une certaine surface sans devoir pour autant acheter un nouveau produit. L'exportation des déchets électroniques sera enfin interdite. La directive inverse la charge de la preuve et impose aux exportateurs de démontrer que le matériel « *de seconde main* » exporté fonctionne effectivement encore et l'est à des fins de réparation ou de réutilisation.

En Belgique, Recupel a collecté en 2010, plus de 102.000 tonnes d'appareils usagés ; en 2008 on atteignait 8,2 kg par habitant. ■

M.d.M.



La ligne Lyon-Turin devient stratégique (même sans le train à grande vitesse)

Après avoir été oubliée pendant des années, la ligne ferroviaire Lyon-Turin prend un rôle stratégique dans la compétition économique et commerciale entre les compagnies ferroviaires françaises et italiennes. La SNCF entend transporter un demi-million de voyageurs sur ses TGV, comme l'a expliqué jeudi Barbara Dalibard, responsable de la division Passagers du groupe français. De son côté, Trenitalia et son allié français Veolia ont d'ores et déjà réservé auprès de la Région les rails pour trois liaisons quotidiennes entre Turin et Lyon. Cette concurrence plaît aux voyageurs. Angelo Campanella, président de Comites, et Claudio Rocco, responsable de la commission Transports, s'en félicitent : « *Ainsi prend fin une anomalie qui a cours depuis des années, depuis que toutes les liaisons directes ont été supprimées, pénalisant lourdement les voyageurs italiens et français* ». Les nouvelles liaisons devraient prendre effet à partir de mars.

* **Torino-Lione.** Il collegamento ferroviario sta diventando strategico anche senza Tav. SnCF, che gestisce il Tgv, ha annunciato un'intesa con Gtt per la vendita dei biglietti. Fs con Veolia risponde prenotando dalla Regione tre tracce a partire dall'estate.

Conti, Mondo e Tropeano
ALLE PAGINE 48-49

E la Torino-Lione diventa strategica (anche senza Tav)

Trenitalia-Veolia prenotano tre tracce per l'estate

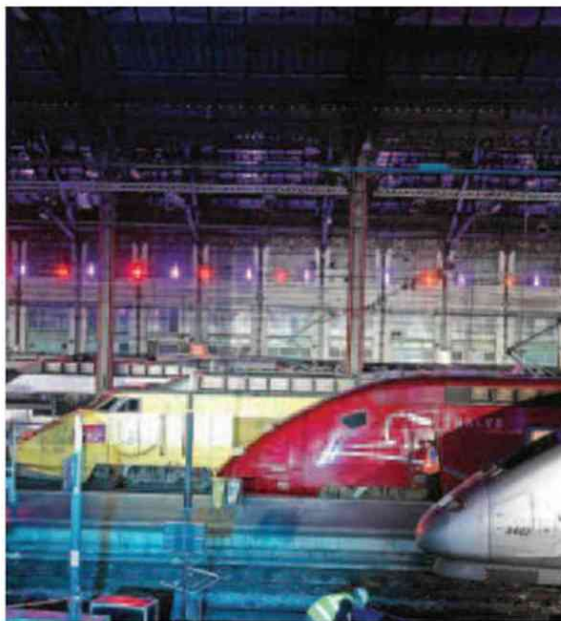
Retroscena

MAURIZIO TROPEANO

Dimenticata per anni, la tratta ferroviaria Torino-Lione, anche senza il tunnel di base, diventa strategica e si sta trasformando nel cuore della competizione economica e commerciale tra le ferrovie francesi e quelle italiane. Sncf punta a trasportare con i suoi Tgv mezzo milione di viaggiatori, come ha spiegato ieri Barbara Dalibard, responsabile della divisione passeggeri del gruppo. Trenitalia, e il suo alleato francese Veolia, hanno prenotato dalla Regione le tracce per tre collegamenti quotidiani (non ad alta velocità) tra Torino e Lione. E nel capoluogo della Rhone Alpes la comunità italiana annuncia che «entro il 2012 il collegamento sarà ripristinato».

La concorrenza piace ai viaggiatori. Angelo Campanella, presidente di Comites, e Claudio Rocco, responsabile della Commissione Trasporti, degli italiani di Lione spiegano: «Questi tre collegamenti giornalieri si affiancano a quelli di Sncf. Finisce così un'anomalia che dura da anni, da quando sono stati soppressi tutti i collegamenti diretti penalizzando fortemente i viaggiatori italiani e francesi».

I nuovi collegamenti dovrebbero partire con l'orario estivo, cioè a maggio. Da Roma, però, fonti del gruppo Fs gettano acqua sul fuoco: è un progetto allo studio e si sta valutando se esiste la sostenibilità economica del collegamento. Una cautela probabilmente legata a strategie di mercato,



Tgv, biglietti in vendita da Gtt

Per le ferrovie francesi la piazza di Torino è strategica: l'obiettivo è raggiungere 500 mila viaggiatori per Parigi

anche perché ai piani alti dell'assessorato regionale ai Trasporti non si nascondono le preoccupazioni per il rischio di saturazione della rete. Quadro orario alla mano, non sono poche le difficoltà di conciliare le tracce del Tgv, quelle dell'orario cadenzato previsto dal contratto con Trenitalia e il nuovo servizio che dovrebbe essere gestito in collaborazione con Veolia. E la Regione non ha alcuna intenzione di modificare il nuovo orario del servizio passeggeri sulla Torino-Bardonecchia, anche perché è una delle prime ricadute sul territorio dell'avvio del cantiere Tav di Chiomonte.

Per ora, comunque, Sncf e Fs - dopo il divorzio che ha chiuso l'esperienza della società Artesia che gestiva il collegamento con la Francia - si sfidano a suon di numeri. Dalibard spiega: «Nel pri-

mo mese della nostra gestione la tratta Torino-Parigi è stata la più venduta sulla linea ad alta velocità che parte da Milano e rappresenta il 35-40% del traffico con la Francia». Secondo i dati di Sncf in un mese si sono registrati oltre 60 mila passeggeri di cui 35 mila internazionali con un aumento del 45% delle frequentazioni a Torino e Vercelli. E aggiunge: «Per Sncf il bacino di utenza piemontese è strategico». Lo prova l'annuncio dell'accordo con la Gtt per la vendita dei biglietti internazionali.

Trenitalia, che ha abbandonato Torino per privilegiare un collegamento notturno Venezia-Milano-Parigi, replica annunciando di aver venduto 64 mila biglietti: «I nuovi treni Thello hanno già superato il 90% degli obiettivi di vendita del mese di gennaio».